

*Díaz-Canel souligne la solidité
des liens de Cuba avec la Russie
et la Chine*

Image not found or type unknown

La Havane, 8 avril (RHC) Le président Miguel Díaz-Canel a souligné la force des relations de Cuba avec la Chine et la Russie, lors d'une interview accordée à quatre journalistes et communicateurs espagnols, diffusée aujourd'hui à la télévision.

Le président cubain a déclaré lors d'une interview avec Pascual Serrano, Javier Couso, José Manzaneda et Carlos González Penalva, qu'il s'agit de pays avec lesquels il existe des relations historiques, qui auront 65 ans en 2025.

Au cours de la réunion, qui a été diffusée mardi sur le programme de télévision locale Mesa Redonda, Cubainformación en España et Venezuela News, Díaz-Canel a déclaré que dans les liens avec les deux États, la gestion des dirigeants de la Révolution, Fidel et Raúl Castro, était importante.

« L'Union soviétique a soutenu Cuba dans les situations les plus complexes et a favorisé le développement de la révolution cubaine. Nous ne l'oublierons jamais », a-t-il déclaré.

Cuba, a-t-il ajouté, est fière d'avoir été le premier pays de l'hémisphère occidental à reconnaître la Chine et à entamer des relations avec elle.

Selon lui, les dirigeants de ces pays, Vladimir Poutine (Russie) et Xi Jinping (Chine), se montrent sensibles aux problèmes de Cuba et prêts à la soutenir.

« Cela nous a permis de donner une continuité aux relations historiques en ces temps, de les approfondir et de les amener à de nouvelles étapes », a-t-il déclaré.

Avec la Russie, a-t-il ajouté, nous avons un dialogue politique de haut niveau, nous nous mettons d'accord sur des critères et des évaluations pour aborder les questions mondiales, sur la base des principes que nous partageons.

« Il existe également des échanges économiques et commerciaux importants », a-t-il ajouté.

Il a noté qu'« une part importante des entreprises russes et des efforts gouvernementaux en Russie soutiennent des programmes fondamentaux du plan de développement cubain ».

Selon son commentaire, Cuba et la Russie entretiennent des échanges économiques, culturels, sportifs et sociaux qui devraient avoir des répercussions importantes sur l'île.

Il a également expliqué que le pays antillais savait clairement « quelle était la véritable cause du conflit entre l'Ukraine et la Russie », qui l'avait encouragé et qui en avait tiré le meilleur parti.

« C'est le gouvernement américain qui a exporté la guerre, comme il l'a toujours fait depuis plus de deux siècles », a-t-il déclaré.

Avec la Chine, a-t-il ajouté, nous avons un large dialogue politique, dans le respect mutuel, l'admiration mutuelle, et nous sommes d'excellents amis, des frères.

Nous avons des liens entre les partis, les parlements, les États et les gouvernements, ainsi qu'un large éventail de liens économiques, commerciaux et de coopération.

Il y a des échanges entre les partis, des échanges d'expériences sur les processus de construction du socialisme, dans le respect des caractéristiques de nos nations.

Nous avons des liens universitaires, culturels, sportifs, scientifiques et d'innovation dans les domaines de la biotechnologie et de la santé, ainsi qu'avec la Russie.

Nous soutenons les initiatives mondiales de M. Xi et nous sommes fiers d'être le premier pays d'Amérique latine et des Caraïbes à construire une communauté d'avenir commun avec la Chine, a-t-il ajouté.

Nous respectons le principe d'une seule Chine et tant le géant asiatique que la Russie sont des nations qui soutiennent Cuba dans la lutte contre le blocus et dans la dénonciation de l'inclusion de la plus grande des Antilles sur la liste des pays qui soutiennent prétendument le terrorisme, a-t-il déclaré.

Les relations avec les deux pays sont très respectueuses, a-t-il insisté, ajoutant qu'avec la Chine, il aspire à « avoir une relation qui soit un exemple de la manière dont une grande puissance et une petite île peuvent coopérer et échanger ».

Poutine et Xi, a-t-il souligné, ont tous deux exprimé leur admiration pour le commandant en chef Fidel et leur amitié pour le général Raúl.

Dans une autre partie de l'interview, le président cubain Miguel Diaz-Canel a qualifié d'héroïques les habitants de la nation antillaise et s'est dit prêt à mourir pour défendre tous leurs droits, a-t-on appris aujourd'hui.

« C'est une conviction qui se multiplie dans toutes les rencontres que nous avons avec ce peuple. Nous devons mourir pour ce peuple héroïque. Parce qu'il donne chaque jour des leçons d'exemplarité, d'héroïsme », a déclaré le chef de l'État.

Díaz-Canel a également souligné que, malgré les circonstances compliquées que connaît actuellement le pays, son peuple déploie de grands efforts pour les surmonter.

« Au lieu de voir le découragement, au lieu de voir la frustration, ils sont toujours au sommet, ils cherchent toujours des moyens d'aller de l'avant, ils cherchent toujours des moyens de lutter et de triompher », a-t-il déclaré au cours de l'interview qui a été diffusé mardi dans une émission conjointe de la télévision locale Mesa Redonda, de Cubainformación en Espagne et de Venezuela News.

Le président a reconnu que « nous avons des tendances négatives qui, en temps de crise, deviennent plus aiguës et se manifestent dans une plus grande dimension », qui, selon lui, peuvent être affrontées « en discutant de nos problèmes avec honnêteté ».

Il a également souligné que « l'héroïsme du peuple est largement alimenté par la solidarité qu'il reçoit de ses amis dans le monde entier ».

« Nous savons à quel point il est difficile de défendre Cuba et à quel point des pressions sont exercées, à quel point des personnes, des groupes, des pays, des organisations et des partis tentent d'empêcher des personnes, des pays, des organisations et des partis de vouloir la défendre. C'est pourquoi nous n'allons pas nous laisser abattre », a-t-il assuré.

« La ou les générations qui assument aujourd'hui la continuité du processus révolutionnaire assument les responsabilités du gouvernement et du parti », a-t-il déclaré.

Ce sont, a-t-il souligné, « des générations fidèles à la pensée de Fidel, à la pensée de Raúl, à la Génération du Centenaire. Nous avons appris d'eux. Nous avons les mêmes convictions et nous allons défendre la révolution cubaine jusqu'à ses dernières conséquences.

Répondant à une question de M. Manzaneda, le président a déclaré que « ce qui freine le plus nos rêves, les réalisations du peuple cubain, et je le dis en toute responsabilité, c'est le blocus (économique, financier et commercial) (imposé par le gouvernement américain) ».

Mais, a-t-il ajouté, nous devons aussi améliorer et perfectionner notre travail.

« Le peuple cubain résiste grâce à sa propre volonté, sa propre conviction, sa propre capacité, mais aussi parce qu'il sait ce que la révolution cubaine signifie pour le monde », a-t-il déclaré.

Pour nous, a-t-il ajouté, c'est une grande responsabilité de voir combien de personnes dans le monde, même sous les latitudes les plus éloignées, ont fait du soutien à la révolution cubaine l'œuvre de leur vie.

Nous ne pouvons pas trahir cela, a-t-il répété, et il a précisé que « nous ne voulons pas être considérés comme une société parfaite, mais nous aspirons à construire une société meilleure, et nous voulons travailler avec ceux qui veulent un monde meilleur, qui non seulement peut être possible, mais doit être possible ».

« Ce que je peux vous assurer, et j'ose le dire en toute responsabilité au nom de la majorité du peuple cubain, c'est que personne ne se rend ici. Personne ne se rend ici », a-t-il affirmé.

Et, a-t-il déclaré, ils peuvent continuer à renforcer le blocus, ils peuvent continuer à diffamer toutes les réalisations sur les réseaux sociaux, mais il y a beaucoup de moral, il y a beaucoup d'histoire à défendre, et il y a beaucoup de courage parmi le peuple cubain.

Le président cubain, Miguel Díaz-Canel, a décrit les Brics comme une porte d'entrée vers un ordre économique international plus juste, susceptible d'engendrer un monde meilleur, inclusif et équitable, ont rapporté aujourd'hui les médias officiels.

Díaz-Canel a souligné qu'au sein des Brics, « personne n'est au-dessus des autres, la coopération est encouragée, tout le monde est traité sur un pied d'égalité : les grands et les petits, les plus développés et les moins développés ».

« Pour nous, tout d'abord, nous sommes fiers d'avoir été inclus dans les Brics, et nous sommes très reconnaissants du soutien que nous avons reçu d'un groupe de pays, en particulier des fondateurs des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), pour que Cuba puisse avoir le statut qu'elle a aujourd'hui », a-t-il souligné.

Le chef d'État a expliqué que pour le pays des Caraïbes, en tant que nation en développement, les Brics ouvrent une perspective, un espoir, un endroit « où nous pouvons aller en tant qu'égaux, où il n'y a pas de mesures coercitives, où il n'y a pas de blocus, où nous sommes respectés et où nous pouvons également contribuer ».

Interrogé sur l'évolution de l'intégration en Amérique latine, le président a prédit l'arrivée d'une nouvelle période de gauche, tout en insistant sur l'importance de l'unité.

« Je crois que l'une des batailles fondamentales de la gauche, des principes que nous devons défendre à gauche, est d'être plus unis, ce qui nous permettra, bien sûr, de mieux articuler les choses », a-t-il déclaré.

Díaz-Canel a rappelé que des élections auront lieu cette année en Amérique latine et dans les Caraïbes et qu'il conviendra d'observer comment l'équilibre des forces de gauche et de droite se dessinera.

Il a indiqué que, de même que l'on assiste actuellement à une recomposition de la gauche en Amérique latine, les nouvelles tendances, les courants ultraconservateurs, d'extrême droite, fascistes et discriminatoires qui commencent à se manifester dans le monde et qui sont également présents sur le continent, sont très préoccupants.

Face à ce panorama, il a recommandé de travailler avec la mémoire historique des peuples, d'éduquer les jeunes, de renforcer les éléments de l'identité culturelle et de rappeler les origines des peuples.

Cuba résiste aujourd'hui à une opération médiatique de grande envergure, intense et multidimensionnelle visant à la discréditer, à la démobiliser et à la rompre, a déclaré le président Miguel Díaz-Canel lors de l'interview avec des journalistes espagnols.

Le président a également estimé que la politique de pression maximale mise en œuvre par le gouvernement américain à l'égard de l'île vise la chute de la Révolution par l'asphyxie économique, comme le décrit le mémorandum de Lester Mallory en 1960.

À cet égard, le chef d'État a expliqué aux journalistes espagnols José Manzaneda, Pascual Serrano, Carlos González et Javier Couso que Cuba a toujours qualifié de mercenaires les journalistes dits indépendants, financés par des fonds publics et non publics provenant d'agences gouvernementales américaines.

Suite aux révélations de l'actuelle administration américaine sur les activités d'ingérence de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), « ils ont eux-mêmes été découverts... et ils deviennent désespérés, procédant à des licenciements massifs à la télévision et à Radio Martí ».

Il a également souligné l'intelligence et la créativité de l'île pour empêcher la diffusion de ces émissions sur la radio et la télévision cubaines, qui ont été maintenues pendant de nombreuses années « par caprice, et comme un mode de vie, par une partie importante de la contre-révolution, aux frais des contribuables américains ».

Díaz-Canel a toutefois prédit l'apparition dans ces médias de nouvelles formes de financement de la guerre contre Cuba, fondées sur le mensonge, la calomnie, l'assassinat de la réputation, la haine et la manipulation.

En tout état de cause, a déclaré le président, « ce qui se passe aujourd'hui montre que nous avons toujours eu raison : il ne s'agissait pas de médias indépendants », mais de mercenaires au service d'un gouvernement qui s'en prend à l'île antillaise.

Le président cubain, Miguel Díaz-Canel, a qualifié la politique d'immigration des États-Unis d'inhumaine, d'agressive et de brutale et a assuré que son pays n'accepterait pas de pression dans les déportations, a-t-on appris aujourd'hui.

Dans l'interview accordée mardi à des journalistes espagnols, le président a expliqué qu'en raison des crises migratoires dans le pays caribéen, stimulées par la pression des États-Unis, les deux nations ont signé dans les années 1980 des accords dans ce domaine qui sont toujours en vigueur.

Il a ajouté que « c'est sur la base de ces accords que nous avons reçu des vols de personnes que le gouvernement américain a expulsées au fil des ans, dans les conditions dans lesquelles Cuba a signé ces accords ». En d'autres termes, ce n'est pas nouveau. Ce qui apparaît comme nouveau pour d'autres pays, nous avons un accord avec les États-Unis ».

En ce qui concerne les mesures migratoires mises en œuvre par l'administration du président Donald Trump, Díaz-Canel a souligné que son pays n'accepte pas les pressions sur les déportations et travaille sur des concepts fidèles aux accords bilatéraux, qui ont à voir avec les réalités du problème migratoire entre Cuba et les États-Unis.

Mais, a-t-il souligné, « ce que nous avons défendu et pourquoi nous avons signé ces accords migratoires avec les États-Unis, c'est que l'émigration des Cubains vers les États-Unis soit une émigration ordonnée, une émigration sûre, une émigration légale ».

Le président a fait référence aux réformes de l'immigration du pays caribéen et a souligné que les Cubains quittent le pays légalement et deviennent illégaux à cause de la politique migratoire des États-Unis.

Il a estimé qu'il n'était ni responsable ni juste qu'un pays qui a encouragé l'émigration et vendu le rêve américain aux Cubains et aux personnes du monde entier parle aujourd'hui d'expulsions massives et

injustes.

« Nous avons interdit aux personnes à Cuba de descendre menottées ; une personne expulsée vers Cuba ne peut pas descendre menottée ; nous ne permettons à personne d'arriver sur le sol cubain dans cette situation. Il faut faire preuve de dignité lorsque l'on conclut un accord de migration. C'est une chose très délicate pour les personnes impliquées dans cette situation », a-t-il affirmé.

En ce qui concerne les migrants d'autres pays, il s'est interrogé sur le fait que les États-Unis, avec leurs politiques restrictives, encouragent la migration des pays en développement, qui sont plus pauvres et ont des problèmes économiques plus difficiles.

« S'il y a une intention de changer la politique migratoire vers Cuba, nous devons nous asseoir à la table pour en rediscuter. Et nous avons des concepts de dignité, d'humanisme, en ce qui concerne la manière dont l'émigration devrait se dérouler », a-t-il conclu.

Il a ajouté que les États-Unis sont préoccupés par l'exemple des brigades médicales cubaines dans le monde, qu'il a qualifié d'humaniste et de solidaire, selon les médias.

Le dialogue avec les professionnels s'est déroulé dans le cadre du IVe Colloque international Patria, qui a réuni quelque 400 professionnels des médias et universitaires dans cette capitale en mars dernier.

En ce qui concerne la collaboration médicale cubaine dans le monde, le chef d'État a estimé que ce qui dérange le plus la Maison Blanche, c'est l'exemple de Cuba. Lorsque les États-Unis arrivent dans un pays et interviennent avec des forces militaires, Cuba fait le contraire, a-t-il dit.

Ces professionnels, a-t-il ajouté, ne sont pas seulement des médecins de profession, mais aussi des médecins de l'âme, car ils deviennent les amis et les conseillers de leurs patients. Dans le même ordre d'idées, M. Díaz-Canel s'est demandé pourquoi tant de pays exigent la présence de ce personnel de santé.

Malgré l'obsession des fonctionnaires de l'administration Trump de manipuler la question devant l'opinion publique, le président cubain a ratifié la gratitude des nations qui reçoivent cette collaboration, qu'il a qualifiée d'humaniste et de solidaire. Le gouvernement américain est également agacé que le pays obtienne des revenus pour améliorer la santé et les conditions de vie du peuple cubain.

L'interview, publiée par Cubainformación, Mesa Redonda et divers portails numériques, a abordé, entre autres, les déconnexions du système électrique national, l'utilisation de la base navale illégale de Guantánamo et la politique d'expulsion de l'actuelle administration américaine.

Le président cubain Miguel Díaz-Canel a réaffirmé que la liste des pays parrains du terrorisme, établie unilatéralement par les États-Unis, est fallacieuse et illégale.

« Cette liste n'est reconnue légalement par aucun instrument des Nations Unies, par aucune agence des Nations Unies, par aucune institution des États-Unis », a déclaré M. Díaz-Canel lors d'un entretien avec quatre journalistes et communicateurs espagnols.

Díaz-Canel a mis l'accent sur le fait que « c'est la liste du gouvernement américain » et que, par conséquent, « il y met qui il veut ».

« Il a utilisé la liste comme un mécanisme de pression maximale sur les pays, sur les gouvernements qui ne se laissent pas intimider, qui ne répondent pas à la soumission que, de manière hégémonique, il aspire à imposer au monde entier », a déclaré le président.

À une question de M. Serrano, il a répondu que la liste établie par la Maison Blanche « a été un instrument de pression ».

Bien qu'il s'agisse d'une liste fallacieuse et illégale, lorsqu'un pays y est inscrit, « la plupart des institutions bancaires qui entretiennent des relations avec les États-Unis et les agences financières interrompent immédiatement leurs services », a-t-il expliqué.

C'est très difficile pour un pays comme le nôtre, qui subit un blocus depuis 65 ans, et qui subit aujourd'hui un blocus d'une qualité nouvelle : c'est un blocus intensifié.

Cuba n'a jamais soutenu le terrorisme. Cuba a été victime du terrorisme, a-t-il déclaré, et il a cité en exemple l'attentat contre le vol 455 de Cubana de Aviación le 6 octobre 1976, qui a coûté la vie aux 73 personnes qui se trouvaient à bord.

« Les États-Unis ont toujours accueilli les terroristes qui ont agi contre Cuba, comme (Luis) Posada Carriles et (Orlando) Bosch lui-même. Il y a d'innombrables actes de terrorisme que le gouvernement américain a parrainés contre Cuba », a-t-il dénoncé.

Il faut dire, a-t-il commenté, que la communauté internationale, tout comme elle s'est opposée au blocus pendant plus de 30 ans, a également condamné l'inscription de Cuba sur la liste des pays terroristes au cours des dernières années.

Pour Díaz-Canel, l'exclusion par Biden de la liste des États soutenant le terrorisme et l'inclusion par Trump montrent que la politique américaine « est presque une caricature » et « qu'il n'y avait pas d'arguments pour que Cuba figure un jour sur la liste ».

« En termes politiques, devant le monde, la fausseté a été démontrée, qu'il y a une incohérence dans le gouvernement américain, et que ce que Cuba a dénoncé est une vérité », a-t-il déclaré.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/380429-diaz-canel-souligne-la-solidite-des-liens-de-cuba-avec-la-russie-et-la-chine>



Radio Habana Cuba